

Les bases juridiques des observations extérieures et de leur utilisation

1. Introduction

La fraude : en amont du flagrant délit, des mesures d’instruction visant à dissiper le doute

2. Au cœur du débat, la protection de la personnalité, respectivement de la sphère privée

A. Une garantie de rang constitutionnel (art. 13 Cst), assortie de restrictions (art. 36 Cst)

B. La législation fédérale : code civil, protection des données et autres lois spéciales

3. La surveillance en matière d’assurances sociales

A. Conditions de sa conformité à l’ordre juridique :

- base légale
- intérêt public
- respect du principe de proportionnalité

B. Comment procéder à l’observation et que faire du produit de la surveillance :

- le modus operandi ; l’accès au dossier médical
- l’utilisation du rapport du détective
 - appréciation de son contenu
 - droit d’être entendu
- l’observation non conforme au droit
- l’observation sans résultat

C. Un art. 44a LPGa, projet de base légale nouvelle applicable à tous les assureurs sociaux

4. Aperçu en matière d’assurances privées

Le code civil, la loi sur la protection des données et les règles jurisprudentielles

5. Conclusion

La fin ne justifie pas les moyens.

Quel poids laisser à l’évaluation et à l’expertise médicales.